



Offre d'emploi

CHARGE.E DE COMMUNICATION ET PLAIDOYER FONDS FEMINISTE

CARE France

CDI à temps plein

Date-limite de candidature : **17/03/2021**

Contexte

Fondé en 1945, CARE est l'un des plus grands réseaux humanitaires mondiaux, apolitique et non confessionnel. Notre mission est de lutter contre l'extrême pauvreté. CARE met en place des projets d'urgence et de développement dans des domaines complémentaires les uns des autres : éducation, sécurité alimentaire, santé eau potable, développement d'activités génératrices de revenus en impliquant les communautés et en collaborant avec des partenaires locaux. CARE défend les droits des femmes et soutient leur autonomisation. En 2020, CARE était présent dans 104 pays.

L'association CARE France est membre du réseau CARE. En 2020, CARE France est intervenue dans une trentaine de pays et a la charge managériale des bureaux du Liban, du Cameroun et de Madagascar. Le volume annuel de ressources est de 38,4 M€. L'équipe présente à Paris regroupe une soixantaine de personnes.

Pour en savoir plus sur CARE : www.carefrance.org

CARE France recherche au sein du Département Programmes un.e **chargé.e de communication et plaidoyer**, qui travaillera sous la responsabilité de la Cheffe de Projet Fonds intermédié à destination d'organisations de la société civile (OSC) féministes des Suds.

Descriptif de la mission

Ce poste a pour mission de soutenir la mise en œuvre du projet Fonds intermédié à destination des OSC féministes des Suds, piloté par CARE France pour le compte d'un consortium de six organisations. Ce projet de quatre ans, premier fonds féministe français, financera des OSC féministes des Suds dans une trentaine de pays francophones, anglophones ou hispanophones.

Les principales fonctions

Le ou la chargé.e de communication et plaidoyer aura pour mission d'appuyer la mise en œuvre et la réalisation d'activités de communication et plaidoyer pour le compte du consortium.

La personne recrutée aura notamment la charge de :

1. **CARE étant lead de la visibilité du consortium, définir la stratégie et communication du projet et en assurer la mise en œuvre :**
 - En partenariat avec les autres organisations, créer des outils de communication (site institutionnel avec une agence et comptes sur les réseaux sociaux Facebook et Twitter) avec une cible mixte institutionnel et grand public.
 - Coordonner un calendrier de contenu commun à l'ensemble des membres du consortium pour optimiser l'impact et en assurer la mise en œuvre par la mobilisation de l'ensemble des partenaires.



- Travailler la vulgarisation et la mise en forme d'actualités et de documents de fonds, diffuser les messages des organisations de la société civile féministes. Inciter au relais des contenus par les membres du collectif.
 - Mettre en place des relations presse proactives et traiter les demandes des journalistes en France.
2. **Soutenir la définition de messages de plaidoyer portés par les OSC féministes et leur diffusion aux acteurs.trices institutionnel.le.s français et internationaux**
 3. **Appuyer le travail de coordination avec le consortium (diffusion d'informations, organisation régulière de réunions...)**

Profil recherché

Formation et Expériences :

- Education universitaire supérieure : école ou IUP de communication, école de commerce spécialité communication digitale, sciences politiques,
- Une première expérience réussie en ONG est un atout

Compétences et qualités requises :

- Maîtrise des stratégies et méthodes de communication et de plaidoyer
- Maîtrise des architectures web, des outils de création de contenu et des réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Instagram)
- Bonnes capacités de recherche, d'analyse et de rédaction (clarté, synthèse, rigueur de l'expression)
- Capacité d'écoute, dynamisme, capacité à travailler en équipe et prise d'initiative
- Solides connaissances de la politique de coopération et développement française, des enjeux de genre et développement, du féminisme
- Très bonne capacité à respecter les délais et à gérer les périodes de travail chargées

Langues :

- Parfaite maîtrise du Français, de l'Anglais et de l'Espagnol (à l'oral et à l'écrit)

Conditions et modalités de candidature

Contrat : Contrat à Durée Indéterminée

Statut : Non cadre

Date de début : ASAP

Salaire : 2645€ bruts mensuels + **Avantages** (tickets restaurants : 9€ dont 5€ pris en charge par CARE + 50% carte de transport + mutuelle)

Lieu de travail : Paris 19^{ème}

Déplacements à prévoir : Déplacements possibles à l'étranger, notamment en accompagnement des voyages de presse, si la situation sanitaire le permet.

Comment postuler ?



Les candidat.e.s intéressé.e.s doivent envoyer leur **curriculum vitae** et une **lettre de motivation** en français à l'adresse : recrutement.programmes@carefrance.org

Merci d'indiquer la référence : « **Poste Communication Plaidoyer Fonds Intermédié** »

Date-limite de candidature : **17/03/2021**

CARE encourage la diversité dans ses recrutements. À compétences égales, CARE étudie les candidatures des femmes et des hommes de manière équitable.

En raison d'un grand nombre de candidatures, nous sommes dans l'incapacité de répondre individuellement à chaque postulant. Seules les personnes sélectionnées seront contactées directement. Si vous n'avez pas reçu de réponse de notre part dans les 4 semaines suivant l'envoi de votre candidature, veuillez considérer votre candidature comme non retenue.

Nous tenons également à vous préciser que : compte tenu de la RGPD (la Réglementation Générale sur la Protection des Données), en cas de candidature non retenue, nous ne conserverons pas votre dossier de candidature ni aucune information personnelle vous concernant. Tout dossier sera détruit.

CARE France applique une tolérance zéro face à l'exploitation, aux abus sexuels et à la maltraitance des femmes et des enfants et mobilise tous ses employés dans la mise en œuvre de sa politique globale.

CARE France se réserve le droit de contacter les précédents employeurs des candidats à ce poste pour déterminer s'ils ont été reconnus coupables d'infraction aux codes de conduite en matière de harcèlement, d'exploitation ou d'abus sexuel ou de fraude, ou bien si une enquête était en cours au moment de la rupture du contrat de travail précédent, sur des faits de ce type. La transmission d'une candidature sur ce poste entraîne l'acceptation de ce dispositif de recueil d'informations auprès des précédents employeurs.